

République centrafricaine

En 2014, la République centrafricaine (RCA) a réalisé des progrès minimes sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Un accord de cessez-le-feu entre les groupes armés a été signé en juillet et le gouvernement a commencé à préparer une stratégie de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) avec l'appui de l'ONU et d'autres partenaires internationaux, mais celle-ci n'a pas encore été pleinement mise en œuvre. Toutefois, en République centrafricaine, des enfants sont soumis au travail, notamment dans l'agriculture et aux pires formes de travail, y compris dans les conflits armés, parfois en raison d'un enrôlement forcé ou obligatoire par les groupes armés. La violence généralisée et l'instabilité permanente ont limité la capacité du gouvernement à lutter contre les pires formes de travail des enfants ; les groupes armés de toutes parts du conflit ont accru leur utilisation des enfants soldats. Les recherches n'ont pas permis de conclure que des mesures avaient été prises pour s'attaquer au phénomène du travail des enfants.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants, y compris de ses pires formes, en République centrafricaine sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant de l'ONU, concernant l'implication des enfants dans les conflits armés.	2013 – 2014
	Établir un âge minimum pour le recrutement volontaire et rendre accessible au public la législation portant sur l'âge minimum du recrutement militaire obligatoire.	2013 – 2014
	Créer une liste des emplois dangereux et/ou des activités interdites aux enfants en consultation avec les employeurs et les organisations de travailleurs, et veiller à ce que les lois soient suffisamment précises pour en faciliter l'application.	2013 – 2014
	Veiller à ce que les lois interdisent la possession et la distribution de pornographie infantile, et empêcher les criminels de bénéficier du produit de leurs activités.	2009 – 2014
Mise en œuvre	Renforcer l'application des lois sur le travail des enfants : <ul style="list-style-type: none"> • En augmentant le nombre d'inspecteurs du travail chargés de faire respecter la législation relative au travail des enfants afin de couvrir la population active de façon adéquate ; • En fournissant aux inspecteurs une formation sur les questions de travail des enfants ; • En garantissant des ressources suffisantes, en bureaux et moyens de transport, pour que les inspecteurs puissent mener suffisamment d'inspections ; • En menant des inspections inopinées ; • En autorisant les inspecteurs à déterminer et/ou à imposer des sanctions, et • En rendant public le nombre d'inspecteurs chargés de faire respecter la législation sur le travail des enfants, ainsi que le nombre des enquêtes menées, des condamnations obtenues et des sanctions imposées. 	2009 – 2014

	Établir un mécanisme d'orientation entre les organes d'application des lois du travail et les services de protection sociale.	2014
	Veiller à ce que la législation du travail respecte la Convention n°81 de l'OIT et que les inspecteurs du travail disposent de suffisamment de temps à consacrer à leur fonction première de la faire appliquer.	2014
Coordination	Établir des mécanismes de coordination pour lutter contre toutes les formes de travail des enfants, y compris sous ses formes les pires.	2011 – 2014
Politiques gouvernementales	Intégrer les stratégies d'élimination et de prévention du travail des enfants aux politiques d'éducation et de réduction de la pauvreté.	2009 – 2014
	Adopter une politique pour lutter contre toutes les pires formes pertinentes de travail des enfants et veiller à son financement adéquat pour que soient pleinement exécutés les plans d'action et politiques.	2014
	Mettre en œuvre les politiques établies en matière de travail des enfants, y compris ses pires formes.	2013 – 2014
Programmes sociaux	Amplifier les programmes visant à venir en aide aux anciens enfants soldats et à ceux associés à des groupes armés.	2009 – 2014
	Améliorer l'accès à l'éducation :	2009 – 2014
	<ul style="list-style-type: none"> • En éliminant les coûts associés à l'éducation ; • En prenant des mesures pour assurer la sécurité dans les écoles ; • En fournissant un nombre suffisant d'enseignants et d'établissements scolaires, surtout dans les zones rurales, et • En veillant à l'enregistrement des naissances de tous les enfants. 	
	Évaluer l'impact que peuvent avoir les programmes existants sur le travail des enfants.	2014
	Mettre en œuvre des programmes pour lutter particulièrement contre les pires formes de travail des enfants.	2009 – 2014